

Budget—M. Clark

Je promets au peuple canadien et à la Chambre qu'après les prochaines élections, quand nous formerons le prochain gouvernement, nous nous déferons de cette mauvaise habitude et nous ferons la lumière sur les prévisions et les projections de cinq ans sur lesquelles se fonde la politique économique nationale.

Je pense que tous les députés se préoccupent de la question de savoir ce qu'il faut garder secret et ce qu'on peut publier. Nous devons songer sérieusement à lever dans une certaine mesure le voile qui enveloppe maintenant l'élaboration du budget. On sait que les États-Unis ont résolu le problème qui peut se poser quand quelqu'un peut avoir un avantage spécial parce qu'il connaît certains renseignements en veillant à ce que tous les renseignements soient communiqués à tout le monde. Au Canada, nous cachons tous les renseignements à tout le monde. A mon avis, nous devrions essayer sérieusement de déterminer si le système américain n'est pas préférable au système qui a entraîné tellement de problèmes économiques au Canada.

En ce qui a trait aux changements d'ordre technique apportés à la politique budgétaire et qui ne peuvent entraîner aucun avantage ou désavantage négatif ou positif, notre parti croit que ces questions devraient être débattues en public et qu'il faudrait pouvoir en discuter ouvertement dès que l'on commence à élaborer le budget.

Malheureusement, ce secret qui a jeté un voile sur la politique budgétaire envahit toutes les branches du gouvernement. Dans les documents budgétaires, on fait allusion brièvement, et d'une manière apparemment inoffensive, bien que dangereuse, à quelque 300 millions de dollars que le gouvernement du Canada va mettre à la disposition des sociétés qui peuvent être touchées par les négociations du GATT à Genève. Le gouvernement sait ce qui s'est produit au cours de ces négociations alors que le Parlement ne le sait pas, pas plus que les sociétés en cause. Nos dirigeants, eux, sont au courant, et le gouvernement a estimé à 300 millions de dollars au moins les dégâts que doivent causer au public canadien et aux sociétés canadiennes, les concessions accordées au cours des négociations du GATT.

Une des raisons de cette grave inquiétude, c'est que les secteurs d'activité dont l'existence et l'avenir seront touchés par ces négociations ont été constamment tenus à l'écart. Je le répète, d'autres pays aux économies beaucoup plus complexes que la nôtre ont trouvé le moyen d'assurer que les secteurs d'activité qui vont se trouver touchés par les négociations tarifaires aient un moyen de participer à ces négociations, alors que chez nous, il n'y a rien de tel.

M. Martin: Ils ont été consultés.

M. Clark: Le secrétaire parlementaire dit avec raison qu'ils ont été consultés, mais cela jusqu'à un certain point seulement et ensuite ce sont les fonctionnaires—qui, on l'admet, sont des gens très bien—qui ont eu leur mot à dire. Les secteurs d'activité en cause ont été mis à nouveau à l'écart, et ne sont pas représentés dans les délégations canadiennes, comme elles le sont dans d'autres pays où certains de ces groupes d'activités

ont des représentants qui participent directement aux négociations. Non seulement on peut être sûr que le gouvernement du Canada en a déduit que les dégâts que devra subir l'économie canadienne à la suite des négociations du GATT vont se monter à 300 millions de dollars au moins, mais on est également amené à se dire que si un représentant du secteur d'activités ainsi trahi avait été présent à la table des négociations, les torts qui lui ont été causés auraient peut-être pu être évités. C'est là la tragédie et nous devons changer nos procédures pour ne pas retomber dans les mêmes erreurs.

La faiblesse fondamentale de ce budget et on peut en dire autant de l'ensemble du gouvernement, c'est qu'il ne bouge plus. Il cherche à régler ce qui est passé et il n'a aucun sens de l'avenir du pays. En dix ans, le gouvernement a gaspillé et amputé certains des atouts les plus solides du Canada.

Le budget nous promet un déficit et une stagnation encore plus marqués. Il n'apporte rien de nouveau, c'est le budget d'un vieux gouvernement en bout de course. Rien de nouveau sur le potentiel du pays, pas le moindre signe d'encouragement.

Il est intéressant de découvrir ce qui semble se cacher derrière les propos du premier ministre et du ministre des Finances. Ils parlent des problèmes du Canada, du monde difficile dans lequel nous vivons. Ils glosent sur les obstacles qui nous attendent, et sur tous les facteurs défavorables qui alourdisent l'atmosphère. S'ils sortaient de leur coquille et commençaient à parcourir le pays, s'ils cessaient de s'excuser de ce qu'ils ont fait et regardaient ce qu'il y a à faire, ils verraient que notre pays n'est pas accablé de problèmes, mais qu'il est plutôt comblé de chances et de possibilités.

● (1742)

Des voix: Bravo!

M. Clark: Personne ne prétend que notre pays soit facile à gouverner, il ne l'a jamais été, mais il est certain que le Canada est un pays gouvernable et que son économie peut se développer. Ce qu'il nous faut c'est un gouvernement disposé à faire confiance au peuple canadien beaucoup plus que le gouvernement actuel. Ce qu'il faut, c'est encourager l'instinct de construire qui fait partie de la réalité canadienne, que la preuve vienne d'une entreprise comme la Great Lakes Air,—qui voulait acheter la société que le gouvernement s'est dépêché d'acquérir—d'une entreprise comme l'Alberta Gas Trunk Line,—qui a prouvé que la propriété privée était de beaucoup préférable à toute acquisition de Petro-Canada—ou encore que la preuve vienne des aspirations de nombreux Canadiens qui veulent simplement posséder, acheter ou bâtir leurs propres maisons et souhaitent que le gouvernement leur vienne en aide par exemple, en leur permettant de déduire l'intérêt hypothécaire et autre chose du genre. Voilà le genre de politique que souhaitent ces personnes-là; ce serait une preuve que le gouvernement du Canada est prêt à les appuyer, ces Canadiens qui veulent construire pour eux-mêmes.

M. Martin: Parlez-nous des coûts.

M. Clark: Je parlerai des coûts et je parlerai aussi des résultats.